

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 09/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COSMOLYS

Zone d'Activité des Marlières
59710 Avelin

Références : 13022025_COSMOLYS_AVELIN
Code AIOT : 0007004966

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2025 dans l'établissement COSMOLYS implanté Zone d'Activité des Marlières 59710 Avelin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COSMOLYS
- Zone d'Activité des Marlières 59710 Avelin
- Code AIOT : 0007004966
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société COSMOLYS est spécialisée dans la collecte et le traitement de déchets d'activités de

soins à risques infectieux (DASRI). Elle utilise des équipements de prétraitement pour désinfecter une partie des déchets collectés, les autres déchets transitant sur le site uniquement.

Les producteurs collectés sont principalement des patients à domicile, des laboratoires d'analyses médicales, pharmaceutiques et agroalimentaires, des établissements de santé, des maisons de retraites, des professionnels de santé libéraux (médecins, dentistes...), des thanatopracteurs.

Les déchets proviennent de plusieurs régions : Hauts de France, Normandie, Grand Est...

Le site fonctionne avec quatre appareils de prétraitement « AMB-série Ecostéryl ».

Le principe de prétraitement repose sur un broyage suivi d'un traitement thermique par procédé micro-ondes et maintien en température (température de traitement : 98°C à 106°C pendant 1 heure). L'efficacité antimicrobienne du procédé assure une réduction de la contamination des déchets d'activités de soins à un niveau inférieur à celui des déchets ménagers.

L'activité de prétraitement fonctionne en 3 x 8, 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24.

Depuis le décret n° 2010-369 du 13/04/10 modifiant la nomenclature des installations classées, les activités du site relèvent de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement. Les activités du site étaient jusqu'alors suivies par les services de l'agence régionale de santé et encadrées par un arrêté préfectoral du 29 décembre 2009.

Le site fonctionne sous le bénéfice des droits acquis et les activités sont encadrées par arrêté préfectoral complémentaire du 14 décembre 2021.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 13
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	MTD Générique – Manutention	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article II annexe 3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	MTD Générique – Surveillance	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article IV Annexe 2	Demande d'action corrective	6 mois
9	MTD Générique – Surveillance	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article IX Annexe 3.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
10	Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 14/12/2021, article 4.4.3	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	MTD Générique – Capacité de stockage	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (e)	Sans objet
2	MTD Générique – Flux sortants	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article II Annexe 2(d)	Sans objet
3	MTD Générique – Inventaire des déchêts	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article II Annexe 2(c)	Sans objet
4	MTD Générique – Acceptation préalable des déchêts	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article II Annexe 2(a)	Sans objet
5	MTD Générique – Acceptation des déchêts	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article II Annexe 2(b)	Sans objet
8	MTD Générique – Réductions des émissions	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI Annexe 3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées de la DREAL a procédé à une visite sur site le 13 février 2025 dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la DREAL Hauts de France. Les prescriptions contrôlées portaient sur l'arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

1. L'inspection a relevé des non-conformités amenant des actions correctives.

L'inspection demande les actions correctives suivantes :

- La mesure du paramètre AOX n'est pas réalisée conformément à l'article IV de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019.

- Le laboratoire ne justifie pas utiliser une méthode d'analyse fiable de l'azote global conformément à l'article IV de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019. L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le prochain rapport de mesure de rejets des eaux de nettoyage en mesurant les bons paramètres et en justifiant de l'utilisation d'une méthode d'analyse fiable pour l'azote global.
- La dernière mesure du paramètre poussières est au dessus de la valeur limite fixée à l'article IX annexe 3.4 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019. L'inspection demande à l'exploitant la réalisation d'une contre-mesure de la concentration en poussière sous 2 mois à compter de la notification du présent rapport.

2. Demandes de justificatifs demandées.

- L'inspection demande à l'exploitant la transmission dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent rapport de la procédure de réception, manutention et transfert des déchets.
- Il est demandé à l'exploitant la transmission de l'inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux mis à jours avec la justification de la surveillance des substances pertinentes visées dans l'arrêté ministériel du 17/12/2019 dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MTD Générique – Capacité de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (e)
Thème(s) : Risques chroniques, Capacité de stockage appropriée
Prescription contrôlée : Des mesures sont prises afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment : <ul style="list-style-type: none">- la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement ;- la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ;- le temps de séjour maximal des déchets est clairement précisé.
Constats : Les déchets sont stockés à l'intérieur et sont, soit en attente de traitement, soit en transit. Des mesures sont prises pour éviter une accumulation du stockage des déchets : <ul style="list-style-type: none">• Les 2 types de stockage disposent chacun d'une aire de stockage spécifique délimitée et de capacité maximale inférieure au maximum autorisé. La surface de stockage permet de réaliser un contrôle de la quantité de déchets stockée.• L'exploitant dispose d'un outil informatique de gestion du flux de déchets lui permettant de connaître la quantité de déchets stockée.• L'exploitant effectue un point tous les jours avec son équipe d'exploitation et en particulier sur le délai de traitement. Ce point permet à l'exploitant de respecter le délai de traitement. Lors de la visite du site, l'inspection a pu vérifier par échantillonnage sur le stockage des déchets que le temps maximal de séjour des déchets est respecté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : MTD Générique – Flux sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article II Annexe 2(d)
Thème(s) : Risques chroniques, Système de gestion de la qualité des flux sortants
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant applique l'ensemble des procédures de gestion des flux de déchets suivantes, consignées dans le système de management environnemental :</p> <p>[..] Ce système contient des dispositions permettant d'assurer un traitement des déchets conforme au cahier des charges de l'installation. Dans le cas de produits normés, le système assure le respect des normes EN ou NF pertinentes. Ce système contient également des dispositions afin de contrôler et d'optimiser les performances du traitement des déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le système de management environnemental contient des dispositions pour s'assurer de la qualité des déchets traités :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une surveillance de l'efficacité antimicrobienne des appareils de désinfection. Des essais sont réalisés sur les déchets pré-traités au moins une fois par trimestre. - une surveillance des paramètres mécaniques des lignes de broyage. L'exploitant a mis en place un plan de maintenance des machines sous forme numérique. La coupe et la trémie sont particulièrement suivies.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : MTD Générique – Inventaire des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article II Annexe 2(c)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Système de suivi et d'inventaire des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant applique l'ensemble des procédures de gestion des flux de déchets suivantes, consignées dans le système de management environnemental :</p> <p>[..]Le système de suivi contient toutes les informations collectées pendant les procédures d'acceptation préalable des déchets, et les procédures d'acceptation, d'entreposage, de traitement ou de transfert des déchets hors du site, c'est-à-dire : la date d'arrivée des déchets, le numéro unique d'identification s'il existe, l'identité du producteur de déchet et leur origine, les résultats des analyses d'acceptation préalable et d'acceptation des déchets quand ils existent, le mode de traitement prévu, le code correspondant de la nomenclature, la localisation des déchets sur le site, et la quantité de déchets détenue sur site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection son système de suivi de déchets nommé ACOLHAD. Celui-ci contient toutes les informations demandées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : MTD Générique – Acceptation préalable des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article II Annexe 2(a)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Caractérisation et acceptation préalable des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant applique l'ensemble des procédures de gestion des flux de déchets suivantes, consignées dans le système de management environnemental :</p>

[..]Il s'agit de procédures visant à collecter des informations sur les déchets entrants permettant de s'assurer que les opérations de traitement des déchets conviennent, avant l'arrivée des déchets au sein de l'unité de traitement, et quand elles sont prévues par la réglementation applicable à l'installation, de procédures d'échantillonnage et de caractérisation des déchets destinées à obtenir une connaissance suffisante de la composition des déchets.

Constats :

Les DASRI font l'objet d'une procédure d'acceptation préalable par un processus commercial entre l'exploitant et son client au travers de l'expression de son besoin.

Pour les déchets dangereux, l'exploitant délivre les certificats d'acceptation préalable avant d'accepter l'arrivée de ces déchets sur le site COSMOLYS.

Une procédure d'acceptation préalable est également suivie avant l'expédition des déchets traités sur le site COSMOLYS en filière de traitement finale (incinérateur). L'exploitant du site COSMOLYS s'assure d'avoir obtenu les certificats d'acceptation préalables auprès du centre de traitement destinataire des déchets, l'incinérateur final, avant d'y expédier les déchets qu'il a traité sur son site.

Ils sont classés dans l'outil Trackdéchets.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : MTD Générique – Acceptation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article II Annexe 2(b)

Thème(s) : Risques chroniques, Procédures d'acceptation des déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant applique l'ensemble des procédures de gestion des flux de déchets suivantes, consignées dans le système de management environnemental :

[..]Ces procédures définissent les éléments à vérifier lors de l'arrivée des déchets à l'unité, ainsi que les critères d'acceptation et de refus des déchets. Elles portent aussi sur l'échantillonnage, l'inspection et l'analyse des déchets, quand ces procédures sont prévues par la réglementation applicable à l'installation.

Constats :

L'inspection a constaté que l'exploitant applique un ensemble de procédures d'acceptation des déchets:

- Un guide de bonnes pratiques collecte est diffusé à l'ensemble des salariés participant aux opérations de réception des déchets sur le site.
- Lors du déchargement des déchets, un contrôle et un tri visuel sont réalisés. Si le personnel décèle une anomalie, un rapport d'incident est émis.
- L'exploitant utilise l'outil Trackdéchets.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : MTD Générique – Manutention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article II annexe 3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Opérations de manutention et transfert
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant instaure des procédures de manutention et de transfert pour la manutention des déchets et leur transfert vers les différentes unités de stockage ou de traitement. Ces procédures doivent décrire les opérations de manutention et de transfert des déchets et indiquer qu'elles seront validées avant exécution et vérifiées ensuite et qu'elles sont exécutées par un personnel compétent, y compris par le personnel d'une entreprise extérieure. Ces procédures doivent préciser les mesures prises pour éviter, détecter ou atténuer les déversements accidentels. Si l'installation procède à des mélanges de déchets, l'exploitant met en place des dispositions de prévention et de réduction des émissions et des réactions liées au mélange.</p> <p>Les procédures de manutention et de transfert sont fondées sur les risques associés et prennent en considération la probabilité de survenue d'accidents et d'incidents et leur incidence sur l'environnement.</p>
Constats : <p>L'exploitant a mis en place un parcours d'intégration des nouveaux salariés visant à les former dans leur environnement de travail. Lors de leur intégration, les nouveaux salariés en charge de l'exploitation sont formés en interne aux opérations de manutention.</p> <p>Les entreprises extérieures intervenant sur le site sont sensibilisées aux règles de sécurité par l'établissement d'un plan de prévention.</p> <p>Il n'y a pas de mélange de déchets.</p> <p>L'exploitant est en cours de refonte de la procédure intégrant la réception, manutention et transferts des déchets.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'inspection demande à l'exploitant la transmission dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent rapport de la procédure de réception, manutention et transfert des déchets.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : MTD Générique – Surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article IV Annexe 2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effluents aqueux
Prescription contrôlée : <p>[..]</p> <p>- Surveillance des effluents aqueux :</p> <p>a) Sur la base de l'inventaire décrit au III de l'annexe 2, l'exploitant identifie les flux d'effluents aqueux représentatifs du fonctionnement de l'installation. Il surveille, aux endroits clefs de</p>

l'installation, les paramètres permettant de contrôler l'efficacité des différentes étapes du système de traitement de déchets ;

b) L'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes EN ou, en l'absence de normes EN, les normes ISO ou les normes nationales sont réputées remplir ces critères.

Paramètre	Norme
MES	NF EN 872
DCO	NF T 90-101 (Dans le cas de teneurs basses, inférieures à 30 mg/L, la norme ISO 15705 est utilisable.)
Azote global	NF EN 12260, NF EN ISO 11905-1
Phosphore total	NF EN ISO 15681-1 et 2, NF EN ISO 6878, NF EN ISO 11885
AOX	NF EN ISO 9562

Constats :

L'exploitant a identifié les rejets d'effluents aqueux :

- rejet 1: rejet d'eaux pluviales
- rejets 2 et 3: rejet d'eaux industrielles (nettoyage de bennes et des camions)
- rejet 4: rejet d'eaux domestiques

Les rejets 2 et 3 font l'objet d'une surveillance par un contrôle annuel de la qualité des rejets.
Le dernier rapport de contrôle donne les normes suivantes :

Paramètre	Normes utilisées
MES	NF EN 872
DCO	ISO 15705
Azote global	Non accrédité
Phosphore total	NF EN ISO 15587-2 / NF EN ISO 11885
AOX	Non réalisé

L'inspection émet 2 observations:1. La mesure du paramètre AOX n'a pas été réalisée. Le

laboratoire a réalisé la mesure du paramètre hydrocarbures au lieu du paramètre AOX. Il s'avère qu'il y a eu une erreur dans le devis entre l'exploitant et le laboratoire. Suite à un échange entre l'exploitant et le laboratoire, celui-ci a pris en compte cette remarque pour la prochaine campagne. 2. Le laboratoire n'est pas accrédité pour l'analyse de l'azote global.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La mesure du paramètre AOX n'est pas réalisée conformément à l'article IV de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019.

Le laboratoire ne justifie pas utiliser une méthode d'analyse fiable de l'azote global conformément à l'article IV de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019.

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le prochain rapport de mesure de rejets des eaux de nettoyage en mesurant les bons paramètres et en justifiant de l'utilisation d'une méthode d'analyse fiable pour l'azote global.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : MTD Générique – Réductions des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI Annexe 3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Techniques de réductions des émissions atmosphériques diffuses

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles listées ci-dessous :

Technique
Réduire au minimum le nombre de sources potentielles d'émissions diffuses
Choix et utilisation d'équipements à haute intégrité
Prévention de la corrosion
Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses
Humidification
Maintenance
Nettoyage des zones de traitement et de stockage des déchets
Programme de détection et réparation des fuites (LDAR)

Constats :

L'inspection a constaté que l'exploitant met en œuvre 3 techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses :

- Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses : les déchets sont stockés et traités dans un bâtiment fermé en dépression.

2 type de traitement sont mis en œuvre : les lignes de broyage sont équipées de filtres (particules fines, charbon actif et agents pathogènes) et l'air ambiant est filtré par 2 purificateurs d'air équipés de filtres à particules fines et à odeur :

- Maintenance : les lignes de broyage font l'objet d'un plan de maintenance formalisé,
- Nettoyage des zones de traitement et de stockage des déchets : ces zones font l'objet d'un plan de nettoyage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : MTD Générique – Surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article IX Annexe 3.4

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission et surveillance

Prescription contrôlée :

Effluents gazeux :

Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
Poussières	5 mg/Nm ³	semestrielle

Constats :

L'exploitant a présenté les 2 derniers rapports de contrôle des émissions atmosphériques. Il a été relevé 0,27 mg/m³ et 6,2 mg/m³.

Le dernier rapport montre un léger dépassement de la valeur limite de la concentration en poussière.

Ce paramètre est à surveiller.

Observation : L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait qu'il lui revient de justifier dans l'inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, prescrit par le III de l'annexe 2, les substances visées dans l'AMPG du 17/12/2019, pour lesquelles une surveillance est prescrite, qui ne sont pas pertinentes au regard des caractéristiques des déchets admis et du process de traitement réalisé par l'exploitant, conformément aux dispositions de l'AMPG du 17/12/2019.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La dernière mesure du paramètre poussière est au dessus de la valeur limite conformément à l'article IX annexe 3.4 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019.

L'inspection demande à l'exploitant la réalisation d'une contre-mesure de la concentration en poussières sous 2 mois à compter de la notification du présent rapport.

Il est demandé à l'exploitant la transmission de l'inventaire des flux d'effluent gazeux mis à jours avec la justification de la surveillance des substances pertinentes visées dans l'arrêté ministériel du 17/12/2019 dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

N° 10 : Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2021, article 4.4.3

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission et surveillance - Rejets des eaux de nettoyage

Prescription contrôlée :

Une convention de rejet est établie avec le gestionnaire du réseau des eaux usées.

Les rejets n°2 et n°3 respectent les valeurs limites suivantes, sauf dispositions plus contraignantes fixées par la convention de rejet établie avec le gestionnaire du réseau des eaux usées :

Paramètre	Concentrations instantanées (mg/L)
MES	600
DCO	2000
Azote global	150
Phosphore total	50
AOX	1

Constats :

Les mesures sont conformes sauf pour le paramètre AOX (halogène organique adsorbable) qui n'a pas été mesuré.

Le paramètre hydrocarbures a été mesuré à la place des AOX.

Il s'avère qu'il y a eu une erreur dans le devis entre l'exploitant et le laboratoire.

A noter que le site a fait l'objet de trois campagnes d'analyse sur les PFAS en application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 en octobre, novembre et décembre 2024. Lors des trois campagnes d'analyse, les AOF (Fluor organique adsorbable) ont été quantifiés deux fois dans les effluents du site de COSMOLYS, avec des concentrations comprises entre 14 g/l et 33 g/l. Aucune autre molécule n'a été quantifiée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection ne peut pas constater que la valeur limite du paramètre AOX est respectée.

Il est demandé à l'exploitant la transmission du prochain rapport de mesure du rejet des eaux résiduaires dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent rapport. Il est demandé à l'exploitant la transmission de l'inventaire des flux d'effluent aqueux mis à jours avec la justification de la surveillance des substances pertinentes visées dans l'arrêté ministériel du 17/12/2019 dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent rapport. L'exploitant tiendra notamment compte des résultats des campagnes PFAS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois